

Transport par taxi d'enfants  
mineurs confiés à l'Aide Sociale à  
l'Enfance du Département des  
Côtes d'Armor

**Règlement de la consultation (RC)**

Consultation n°

2025-DEF1-MBE

Date limite de remise des plis

01 / 09 / 2025 à 12 h 00

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### Département des Côtes d'Armor

Direction de l'Enfance et de la Famille  
9 place du Général de Gaulle  
CS 42371  
22023 Saint-Brieuc cedex 1

Téléphone : 02.96.62.62.22

Site internet : <http://www.cotesdarmor.fr>

## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

### Transport par taxi d'enfants mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance du Département des Côtes d'Armor

Code CPV	Libellé CPV
60120000-5	Services de taxi

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

Objet du contrat	Transport par taxi d'enfants mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance du Département des Côtes d'Armor
Acheteur	Département des Côtes d'Armor
Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
Structure	8 lots
Lieu d'exécution	Lieu principal : Département des Côtes d'Armor et ville de Saint-Malo Lieux secondaires : autres départements bretons et Loire-Atlantique Exceptionnellement : autres régions
Durée du marché	12 mois, reconductible 3 fois 12 mois soit 48 mois maximum
Développement durable	Clause environnementale
Variation des prix	Révisables (formule)
Nature des prix	Prix unitaires

## ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est décomposée en 8 lots :

Objet	Montant maximum annuel € HT
Lot n°1 - Territoire de DINAN	200 000 €
Lot n°2 - Territoire de GUINGAMP	100 000 €
Lot n°3 - Territoire de LOUDEAC	100 000 €
Lot n°4 - Territoire de SAINT-BRIEUC Agglomération (hors ville de Saint-Brieuc) et LAMBALLE	180 000 €
Lot n°5 - Territoire de SAINT-BRIEUC Ville	150 000 €

Lot n°6 - Territoire de LANNION	70 000 €
Lot n°7 - Territoire de PAIMPOL	100 000 €
Lot n°8 - Territoire de ROSTRENEN	50 000 €

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE

### ■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Cahier des Clauses Particulières et ses annexes :
  - Tableau de répartition territoriale des lots
  - Dépliant sécurité routière - Siège auto
  - Arrêté préfectoral portant sur la fixation des tarifs des courses de taxi dans le département des Côtes d'Armor pour 2025
- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Déclaration de sous-traitant (DC4)
- Règlement de la Consultation
- Acte d'engagement (AE), et son annexe le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Cadre de réponse du mémoire technique et son annexe relative au parc de véhicules
- Détail Quantitatif Estimatif (DQE)

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

### ■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh)

## 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée au stade de la candidature.

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement solidaire.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun de ses membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature (DC1) intégralement complétée</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat (DC2) intégralement complétée</i>
Copie du redressement judiciaire	<i>Copie du redressement judiciaire, le cas échéant</i>
Pouvoir d'engager la société	<i>Le candidat transmettra une attestation relative au pouvoir d'engager la société et de signer tous les actes administratifs et financiers dans le cadre de cette consultation</i>
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Qualifications professionnelles	<i>La preuve de la capacité professionnel du candidat devra notamment être apportée par : - Autorisation(s) de Stationnement ADS (licence) en cours de validité</i>
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement (AE)	<i>Acte d'engagement complété et signé électroniquement <b>Un unique acte d'engagement</b>, pour l'ensemble des lots auquel le candidat répond.</i>
Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	<i>Bordereau des prix unitaires (Annexe de l'Acte d'Engagement) <b>Un BPU pour chaque lot auquel le candidat répond</b></i>

Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	<p><i>Le détail quantitatif estimatif, dont les quantités sont fictives, est destiné au jugement des offres.</i></p> <p><b>Un DQE pour chaque lot auquel le candidat répond</b></p>
<p>Cadre de réponse du mémoire technique et son annexe relative au Parc de Véhicules</p> <p>15 pages maximum (hors annexes)</p>	<p><b>Un cadre de réponse par lot</b></p> <p>Le candidat devra <b>obligatoirement</b> compléter toutes les rubriques du cadre de réponse joint au Dossier de Consultation des Entreprises, ainsi que l'annexe relative au <u>parc de véhicules</u>.</p> <p>Les réponses serviront pour la notation de la valeur technique de l'offre.</p> <p><b>L'absence de ce cadre de réponse entraînera le rejet de l'offre.</b></p> <p>Le candidat devra joindre à ce cadre de réponse les <b>CV</b> des chauffeurs mobilisables pour la réalisation des prestations.</p>

#### ■ Limitation du nombre maximum de lots attribués :

Les candidats peuvent soumissionner pour un, plusieurs ou tous les lots.

Les candidats répondant à plusieurs lots devront faire une offre complète et distincte par lot.

Sous réserve d'un nombre d'offres suffisant pour la consultation, un même candidat ne pourra se voir attribuer qu'un maximum de 2 lots.

Si la limitation à 2 lots attribués ne peut pas s'appliquer en raison d'une insuffisance d'offres réceptionnées pour la consultation, cette limitation sera portée à 3 lots.

Si la limitation à 3 lots ne peut toujours pas s'appliquer en raison d'une insuffisance d'offres réceptionnées, cette limitation sera portée à 4 lots, etc.

#### ■ Choix des lots attribués :

Les candidats qui soumissionnent pour 2 lots ou plus, devront indiquer, dans la partie du cadre de réponse prévue à cet effet, leur préférence d'attribution par ordre décroissant.

Si un candidat est classé premier sur un nombre de lots supérieur au nombre maximum de lots attribuables à un même candidat, celui-ci se verra attribuer les lots dans l'ordre des préférences mentionnées dans sa réponse, les lots restants étant attribués aux candidats classés deuxièmes.

Dans l'hypothèse où le candidat arrivé en 1ère position sur plusieurs lots serait le seul candidat ayant répondu sur l'un ou plusieurs des lots, alors ce ou ces lots, lui sera(ont) attribué(s) en priorité sans application de la règle précitée relative aux préférences, dans la limite du nombre maximum de lots attribués.

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique (1)** sur le profil d'acheteur : [www.megalis.bretagne.bzh](http://www.megalis.bretagne.bzh).

*(1) Seuls les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être envoyés à :*

Département des Côtes d'Armor – DFJ-SCP  
9 place du Général de Gaulle  
CS 42371  
22023 SAINT-BRIEUC CEDEX 1

ou déposés à :

Accueil du Conseil Départemental situé dans le Bâtiment Dourven, 9 place du Général de Gaulle à Saint-Brieuc (horaires d'ouverture : 8h30-12h30 / 13h30-17h30).

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions doivent être signées de manière électronique par les candidats lors de la remise des offres.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, **le format PAdES est recommandé.**

#### ■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est impératif que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critères et pondération	Descriptif
<b>1. Valeur technique (30 points)</b>	L'appréciation de la valeur technique est jugée au regard des renseignements fournis dans le cadre de réponse du mémoire technique, et de ses annexes.
<b>- sous-critère 1 : Organisation pour la réalisation des prestations (12 points)</b>	
<b>- sous-critère 2 : Moyens humains dédiés aux prestations (7 points)</b>	
<b>- sous-critère 3 : Moyens techniques (8 points)</b>	
<b>- sous-critère 4 : Développement durable (3 points)</b>	
<b>2. Prix (70 points)</b>	Notation prix = $70 \times (\text{prix de l'offre la moins disante} / \text{prix de l'offre du candidat})$  Au regard du montant TTC du DQE

Il sera attribué une fraction de la note (de 0 à 100% des points) par éléments composant le critère valeur technique, suivant le principe suivant :

Fraction de la note	Signification	
100 %	Excellent	La proposition du candidat répond parfaitement et en tout point aux besoins exprimés.
80 %	Très satisfaisant	La proposition du candidat apporte une très bonne réponse aux besoins exprimés.
60 %	Satisfaisant	La proposition du candidat répond strictement aux besoins exprimés.
40 %	Peu satisfaisant	La proposition du candidat répond partiellement aux besoins exprimés.
20 %	Insatisfaisant	La proposition du candidat est insuffisante.
0 %	Non répondu	Aucune réponse n'est apportée.

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

#### ■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

#### ■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle
Cartes professionnelles	Les cartes professionnelles en cours de validité pour tous les chauffeurs mobilisables pour les prestations du marché
Informations chauffeurs	Informations nécessaires à l'acheteur pour le contrôle du FIJAIS au démarrage du contrat.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

#### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte  
35044 Rennes  
Téléphone : 02 23 21 28 28  
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Site internet : rennes.tribunal-administratif.fr

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Casandra DEVEMY ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

 **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)